

Article 9 La durée des avantages accordés à l'article 2 ci dessus ne peut être prolongée.

Article 10 : Les biens ayant fait l'objet d'une réduction des droits et taxes à l'entrée cités à

l'article 2 ci dessus ne peuvent être cédés par l'entreprise qu'avec l'autorisation expresse et préalable du Ministre chargé des Affaires Economiques et du Développement.

Article 11 : Le non respect des dispositions du présent décret et de l'ordonnance

n° 89 - 013 du 23 Janvier 1989, portant code des Investissements entraînera le retrait de l'agrément ; ce retrait se traduira par le remboursement au Trésor public du montant des droits et impôt afférents aux allègements fiscaux obtenus pendant la date fixée par le décret de retrait de l'agrément.

Il sera, en outre, fait application des sanctions prévues par décret n°85 - 164 du 31 Juillet 1985, portant application de l'ordonnance 84 - 020 du 22 Janvier 1984, soumettant à autorisation ou déclaration préalable de l'exercice de certaines activités industrielles.

Article 12 : Les Ministres des Affaires Economiques et du Développement, du Tourisme et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Mines et de l'Industrie

Actes Réglementaires

Décret n°2000 - 139 du 21/11/2000/

Portant sur la Police des Mines

Chapitre I : Définitions et Champ D'application

Article 1^{er} : Le présent décret définit les conditions et modalités d'application de la loi n°99-013 du 23 Juin 1999 portant Code Minier en matière de Police des Mines.

Article 2 : La Police des Mines vise à prévenir et mettre fin aux dommages imputables aux activités de recherche et d'exploitation, à contrôler et suivre la conduite des opérations minières et d'une façon générale à faire respecter les dispositions prévues par le Code minier et ses textes d'application.

Article 3 : Au sens de la présente réglementation, on entend par :

« Administration des Mines » : le Ministère chargé des mines et l'ensemble de ses services administratifs centraux ou décentralisés.

« Loi Minière » : La loi portant Code Minier.

Article 4 : Le présent décret s'applique aux détenteurs de titres miniers dès lors qu'ils passent au stade des travaux de recherche ou d'exploitation.

Article 5 La Police des Mines s'applique à tous travaux de recherche et d'exploitation minières effectués sur l'ensemble du territoire national au sens de l'article 2 de la loi minière.

Article 6 : La Police des Mines s'applique indifféremment aux travaux d'extraction à ciel ouvert ou souterrains et aux installations de surface telles que définies à l'article 69 de la loi minière.

Article 7 : La Police des Mines est assurée par l'administration des Mines conformément aux dispositions du présent décret, cependant, celle - ci agit en collaboration avec les autres administrations pour les questions relevant de leurs compétences.

Chapitre II : Ouverture des Travaux

Article 8 : Tous travaux, qu'ils soient de recherche ou d'exploitation, sont soumis à une déclaration préalable à l'administration des Mines.

Les articles 9 et 10 du présent décret définissent des critères et seuils au - delà desquels, conformément à l'article 55 de la loi minière, l'ouverture d'un chantier est soumise à autorisation.

Article 9 : Les travaux de recherche ou d'exploitation, hors ceux situés sur le plateau continental, dès lors qu'ils n'impliquent pas un terrassement total d'un volume supérieur à 20.000m³ ou n'ont pas d'incidence sur les ressources en eau, sont soumis à la procédure prévue aux articles 11 à 15 du présent chapitre.

Les sondages rentrent dans cette catégorie de travaux dès lors qu'ils ne sont pas

susceptibles d'avoir des incidences sur les ressources en eau.

Article 10 : Les travaux de recherche ou d'exploitation non visés à l'article 9 ci-dessus sont soumis à la procédure prévue aux articles 16 à 25 du présent chapitre.

Article 11 Le dossier de déclaration relatif aux travaux définis à l'article 6 ci-dessus est ainsi composé :

1. l'identité et la qualité du déclarant ;
2. une note exposant les caractéristiques principales des travaux prévus, avec les documents, plans et coupes nécessaires à sa compréhension,
3. un chronogramme indicatif des travaux,
4. un montant estimatif des dépenses ;
5. une notice d'impact environnemental.

Article 12 : Le déclarant peut adresser, sous pli séparé et confidentiel, tout ou partie du dossier défini à l'article 11 ci-dessus dont il jugerait que la diffusion peut lui porter préjudice.

Article 13 : La remise du dossier défini à l'article 11 ci-dessus fera l'objet d'un accusé de réception de l'administration des Mines.

Article 14 : Dans le cas où l'administration des Mines juge que les travaux projetés portent atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 54 de la loi minière, elle notifie ses observations au déclarant dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier.

Le déclarant dispose de quinze jours pour répondre à ces observations.

Au cas où les réponses du déclarant ne lui donnent pas satisfaction, l'administration des Mines pourra imposer la réalisation des travaux requis dans un nouveau délai de quinze jours assorti de pénalités quotidiennes conformément à l'article 100 de la loi minière. Si, au terme du deuxième délai ainsi fixé, les observations ne sont toujours pas satisfaites, l'administration des Mines pourra suspendre l'autorisation d'exploitation relative au gisement jusqu'à réalisation des travaux requis.

Dans le cas où il n'y a pas d'observations de la part de l'administration des Mines, le

déclarant peut entreprendre les travaux à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de son dossier.

Article 15 : Le déclarant est tenu de faire connaître à l'administration des Mines toute modification qu'il envisage d'apporter à ses travaux lorsqu'elle est de nature à entraîner un changement notable au programme initial.

Article 16 : Les travaux visés à l'article 10 ci-dessus sont soumis à autorisation de l'administration des Mines.

Article 17 : Le dossier de demande d'autorisation relatif aux travaux définis à l'article 10 ci-dessus est ainsi constitué :

1. l'identité et la qualité du déclarant ;
2. une note relative aux objectifs poursuivis, aux méthodes de recherche ou d'exploitation envisagées et dans ce dernier cas, les productions annuelles prévues ;
3. un mémoire détaillé exposant les caractéristiques des travaux prévus avec les documents, plans et coupes nécessaires à sa compréhension,
4. un chronogramme des travaux,
5. dans les cas des travaux de recherche, le montant des dépenses ;
6. une étude d'impact environnemental ;
7. une note exposant, conformément à l'article 54 de la loi minière, la compatibilité du projet avec les normes d'hygiène et de sécurité de travail ainsi que la sécurité et la salubrité publiques.

Article 18 : A l'exception des rubriques 1.6 et 7 de l'article 17 ci-dessus dont l'administration des Mines est juge d'une éventuelle diffusion partielle ou totale, le déclarant peut adresser, sous pli séparé et confidentiel, tout ou partie des autres rubriques dont la diffusion peut lui porter préjudice.

Article 19 : La remise du dossier défini aux articles 14 et 15 ci-dessus fait l'objet d'un accusé de réception de l'administration des Mines.

Article 20 : Dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

l'administration des Mines en vérifiera la recevabilité

A défaut de remarques dans un délai d'un mois, la demande sera considérée comme recevable. Sinon, l'administration la fera compléter.

La date finale retenue pour l'introduction du dossier sera celle de sa remise une fois completé, le cas échéant.

Article 21 : L'administration des Mines communique le dossier aux administrations intéressées.

Ces Administrations disposent d'un délai d'un mois pour faire connaître leurs observations.

Article 22 : L'administration des Mines notifie, dans un délai de deux mois à compter de l'introduction définitive du dossier, sa décision.

Article 23 : L'autorisation d'effectuer des travaux est accordée par arrêté du Ministre chargé des mines. Cet arrêté fixe les prescriptions particulières se rapportant selon le cas à l'environnement, l'hygiène, la sécurité et la salubrité publiques.

Article 24 : Le refus motivé d'autorisation est notifié au demandeur par l'administration des Mines.

Article 25 : le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de faire connaître à l'administration des Mines toute modification qu'il envisage d'apporter à ses travaux dès lors qu'elle est susceptible de changer notablement les données du dossier initial.

L'administration des Mines, après consultation des administrations concernées, peut, si les changements le justifient, soit prendre un arrêté de prescriptions supplémentaires, soit signifier au demandeur qu'il doit présenter une nouvelle demande suivant la procédure définie dans ce chapitre. Dans ce dernier cas, le bénéficiaire peut poursuivre ses travaux selon les modalités prévues initialement jusqu'à la nouvelle autorisation.

Chapitre III :

Travaux D'Exploitation

Article 26 : Les entrepreneurs de travaux et utilisateurs des installations mentionnées au

troisième alinéa de l'article 69 de la loi minière ou leurs mandataires, sont considérés comme exploitants au sens du présent chapitre.

Tout exploitant est tenu de faire élection de domicile en Mauritanie.

Article 27 : L'exploitant est tenu de conserver dans ses bureaux des plans à jour des travaux souterrains et de surface. Il doit les mettre à disposition de l'administration des Mines.

Article 28 : L'exploitant établit et tient à jour un document de sécurité et de santé qui détermine les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé et qui précise les mesures permettant de garantir la sécurité et la santé du personnel. Ce document devra fournir les données de base qui seront synthétisées dans le rapport prévu à l'article 58 de la loi minière.

Article 29 : Tout fait, incident ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts énumérés à l'article 54 de la loi minière doit être porté sans délai, par l'exploitant, à la connaissance de l'administration des Mines.

Article 30 : L'opérateur minier tient à jour une liste des accidents de travail ayant entraîné pour leurs victimes une incapacité de travail égale ou supérieure à trois jours et l'inclut dans le rapport prévu à l'article 58 de la loi minière.

Article 31 : L'exploitant tient à jour un document mentionnant toutes les incidences de l'exploitation sur l'occupation des sols notamment :

- l'évolution de son domaine immobilier sur toute la zone influencée par l'exploitation ;
- les mesures systématiques sur la stabilité des sols affectés par des cavités souterraines ou des titres miniers
- les relevés techniques détaillés sur les affaissements ou les effondrements qui se produiraient à la surface.

Article 32 : L'exploitant tient également à jour des documents relatifs aux impacts de l'exploitation sur l'environnement concernant notamment :

- les nuisances sonores ;
- les émissions de poussière ;

- le stockage de résidus ;
- les effets sur les rivières et sur la nappe aquifère des affluents et les modifications du niveau hydrostatique liés à l'exploitation.

Des dispositifs de mesures systématiques doivent, lorsque nécessaire, être prévus.

Article 33 : A partir des documents définis dans les articles 31 et 32 ci - dessus, l'exploitant établira une synthèse annuelle conformément aux prescriptions de l'article 57 de la loi minière.

Article 34 : Les mesures de police importantes applicables aux mines font l'objet d'un arrêté du Ministre chargé des mines, après avoir invité au préalable l'exploitant à lui présenter ses observations dans un délai imparti, sauf cas de péril imminent où les dispositions du troisième alinéa de l'article 56 de la loi minière s'appliquent.

Article 35 Lorsque l'exploitant ne se conforme pas aux mesures prescrites par l'arrêté prévu à l'article 34 ci - dessus, l'administration y pourvoit d'office aux frais de celui - ci.

Chapitre IV :

Arrêt des Travaux

Article 36 La déclaration pour approbation prévue aux articles 63 et 64 de la loi minière devra être remise à l'administration des Mines qui en délivrera un accusé de réception.

Article 37 La déclaration visée à l'article 36 ci - dessus est accompagnée de :

1. un plan des travaux et installations, dont l'arrêt ou la fin d'utilisation est prévu, ainsi que du plan de la surface correspondante ;
2. un mémoire exposant les mesures déjà prises et celles qu'il est envisagé de prendre pour assurer la protection des intérêts énumérés à l'article 54 de la loi minière en fin d'exploitation, incluant un bilan des effets des travaux, et l'évaluation des conséquences de leur arrêt ainsi que la liste des mesures de

compensation envisagées dans le domaine de l'eau ;

3. un document relatif aux incidences prévisibles des travaux effectués sur la tenue des terrains de surface ;
4. un récapitulatif des mesures prises, s'il y a lieu en ce qui concerne les travaux déjà arrêtés et les installations qui ne sont plus utilisées.

La déclaration indique, le cas échéant, si une partie ou la totalité des travaux et des installations doit être utilisée pour des activités non couvertes par les dispositions de la loi minière.

Article 38 L'administration des Mines peut, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la déclaration, demander des compléments d'informations au titulaire du titre minier. La déclaration, complétée le cas échéant, est adressée par le Ministre chargé des mines aux administrations concernées qui disposent d'un délai d'un mois pour faire connaître leurs avis.

Au vu de ces avis, le Ministre chargé des mines donne acte à la déclaration du titulaire ou prescrit par arrêté des mesures supplémentaires non prévues par celui - ci.

Lorsque un arrêté a prescrit des mesures supplémentaires, le titulaire en tient compte dans l'exécution de ses travaux.

A défaut de prescription par le Ministre chargé des mines de mesures supplémentaires dans un délai de six mois à compter de l'accusé de réception mentionné à l'article 36 ci - dessus, le titulaire procède à l'exécution de son programme dans les conditions prévues dans sa déclaration.

Article 39 Le titulaire doit exécuter les travaux correspondant aux mesures qu'il a décrites dans la déclaration mentionnée à l'article 36 ci - dessus, éventuellement modifiée et complétée suivant la procédure définie à l'article 38 ci - dessus.

Les travaux doivent commencer au plus tard six mois après l'accusé de réception mentionné à l'article 36 ci - dessus.

Les travaux sont effectués sous le contrôle de l'administration des mines qui veille à ce

que leur exécution soit conforme à la déclaration éventuellement modifiée par arrêté.

Article 40 A la fin des travaux et après que l'administration des mines ait procédé à une vérification de la conformité de toutes les mesures prises par le titulaire avec celles prévues dans sa déclaration et éventuellement apprécié leur conformité avec les prescriptions complémentaires, le Ministre chargé des mines, par arrêté constatera l'arrêt définitif des travaux et la cessation d'utilisation des installations.

Article 41 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 42 : Le Ministre des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Actes Divers

Décret n° 2000 - 158 du 30/12/2000
Portant renouvellement d'un permis de recherche minière, de type M n°69, pour le diamant dans la zone de sebkhet Ghallamane (wilaya du Tiris Zemmour) au profit de la société Ashton West Africa Pty Limited.

Article 1^{er} : Le renouvellement du permis de recherche, de type M 69 pour le diamant, est accordé à la société Ashton West Africa Pty Limited, 21 Wynyard Street, Belmont, Australia, pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent décret.

Ce permis, situé dans la zone de Sebkhet Ghallamane (wilaya du Tiris Zemmour), confère dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection et de recherche du diamant.

Article 2 : Le périmètre de ce permis dont la superficie est égale à 10.000 km², est délimité par les points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, et 8 ayant les coordonnées suivantes :

Points	Fuseau	X - m	Y - m
1	29	322.000	2.654.000
2	29	470.000	2.654.000
3	29	470.000	2.620.000
4	29	494.000	2.620.000
5	29	494.000	2.611.000
6	29	493.000	2.611.000
7	29	493.000	2.591.000
8	29	322.000	2.591.000

Article 3 : Ashton West Africa Pty Limited s'engage à consacrer pour la réalisation de son programme de recherche, au minimum, un montant de vingt cinq millions (25.000.000) ouguiyas.

Ashton doit tenir une comptabilité au plan national pour l'ensemble de dépenses effectuées qui seront attestées par les services compétents de la Direction des Mines et de la Géologie.

Article 4 : Dès la notification du présent décret, Ashton doit s'acquitter, conformément aux articles 86 et 87 de la loi minière, des montants de la taxe rémunératoire de quatre cent mille (400.000) ouguiyas et de la redevance superficielle annuelle calculée sur la base de 500 UM/km² soit cinq millions (5.000.000) ouguiyas, qui seront versés au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

Article 5 : Ashton West Africa Pty Limited est tenue, à conditions équivalentes de qualité et de prix, de recruter en priorité du personnel mauritanien et de contracter avec des fournisseurs et entreprises nationaux.

Article 6 : Le Ministre des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Décret n° 2000 - 160 du 30/12/2000
Portant renouvellement du permis de recherche de type M n°45, pour les substances du groupe 2 dans la zone du Tasiast (Wilayas de Dakhlet Nouadhibou et